

A qui la France?

■ Nicolas Sarkozy ou Ségolène Royal? Les Français choisissent, aujourd'hui, leur nouveau président de la République. Dans le Var, le scrutin est ouvert de 8 h à 18 h ou 19 h dans certaines grandes communes.

LIRE PAGES 3, 17, 18 ET DERNIÈRE PAGE



(Photo AFP/Realisation Julien Grech)

LA SEMAINE DE
Georges-Marc
Benamou



**Demain, un supplément gratuit de 16 pages avec les commentaires
et les résultats locaux, départementaux et nationaux.**



Derniers jours tranquilles à l'Elysée

A quelques jours de la fin de son mandat, Jacques Chirac tourne en douceur la page sur 40 ans de combats politiques pour entamer, à 74 ans, une nouvelle vie, celle d'un retraité actif au service de l'environnement et de la solidarité. Tout au long de la campagne électorale, il sera resté d'une remarquable discrétion.

Photo AFP/Demarthon

UMP : fête populaire à la Concorde si...

Une « grande fête populaire » aura lieu place de la Concorde à Paris ce soir en cas de victoire de Nicolas Sarkozy à la présidentielle. La fête devrait être animée par de nombreux artistes, parmi lesquels Faudel, Gilbert Montagné et Johnny Hallyday. Enrico Macias sera également là pour chanter, avec son orchestre arabo-andalou.

Aux urnes pour un Président « nouvelle génération »

ROYAL OU SARKOZY L'heure du choix du chef de l'Etat a sonné pour 44 millions d'électeurs

Environ un million de Français résidant Outre-mer et sur le continent américain votaient hier, ouvrant la voie aux 44,5 millions d'inscrits appelés aujourd'hui, jour de la Sainte Prudence, à départager les finalistes de la présidentielle, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy.

Les premiers à se rendre aux urnes ont été les 4923 électeurs inscrits de Saint-Pierre et Miquelon, petit archipel français proche des côtes canadiennes. Il était 12 heures en métropole.

A 13 heures, c'était au tour des Guyanais, puis des Antillais et des Polynésiens. Les Français de l'étranger installés en Amérique du nord et du sud – 175 000 inscrits – votaient eux aussi hier dans leurs consulats.

Un "quinqua" à l'Elysée

Pour les autres – 44 472 867 personnes – l'heure était au « recueillement » préélectoral, à la réflexion loin de toute propagande puisque la campagne électorale de second tour, commencée le 27 avril, s'est achevée vendredi à minuit : plus aucun sondage (il y en a eu plus de 140), plus d'estimations ni de commentaires jusqu'à 20 heures, fermeture des quelque 64 000 bureaux de vote. Le successeur de Jacques Chirac (74 ans) sera un quinquagénaire puisque la candidate socialiste a 53 ans et son adversaire UMP, 52. C'était, à quelques heures du scrutin décisif, la seule certitude absolue à l'issue d'une très longue campagne qui a passionné les Français – ils l'ont prouvé en étant 36,7 millions à se rendre aux urnes pour le premier tour le 22 avril – et a déjà fait bouger les lignes du paysage politique.

Avec 83,77 %, cette participation du premier tour a été l'une des plus mobilisatrices de la V^e république, seules celles de 1965 et 1974 ayant fait mieux.

Quelle qu'elle soit, l'issue du duel entre Ségolène Royal, première femme à même d'accéder à l'Elysée, et le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, tournera une page de l'Histoire française, après 12 ans de mandat de Jacques Chirac : le dernier septennat présidentiel, puis le premier quinquennat, après la réforme adoptée en 2000 et étrennée deux ans plus tard.

Longue expérience

Les deux candidats qui incarnent une nouvelle génération, en dépit de leur longue expérience politique, ont d'ailleurs insisté, tout au long de la campagne, sur leur volonté de rompre avec les pratiques du passé.

Le président de l'UMP était arrivé en tête du premier tour avec 31,18 %, la présidente de Poitou-Charentes en 2^e position avec 25,87 %. Venaient ensuite Bayrou (UDF) à 18,57 % et Le Pen (FN) à 10,44 %.

Un vivier de voix – 6,8 millions pour le champion centriste et 3,8 pour le candidat frontiste – dont les transferts seront déterminants pour l'issue finale. Hormis Olivier Besancenot (LCR), à 4 %, aucun des autres candidats n'avait franchi le seuil des 2,5 % des suffrages. Cette présidentielle, qui sera suivie les 10 et 17 juin d'élections législatives, est la première depuis vingt ans à ne pas se dérouler sur fond de cohabitation, tandis que lors des scrutins de 1988, 1995 et 2002, les locataires de l'Elysée et de Matignon étaient de bords opposés.

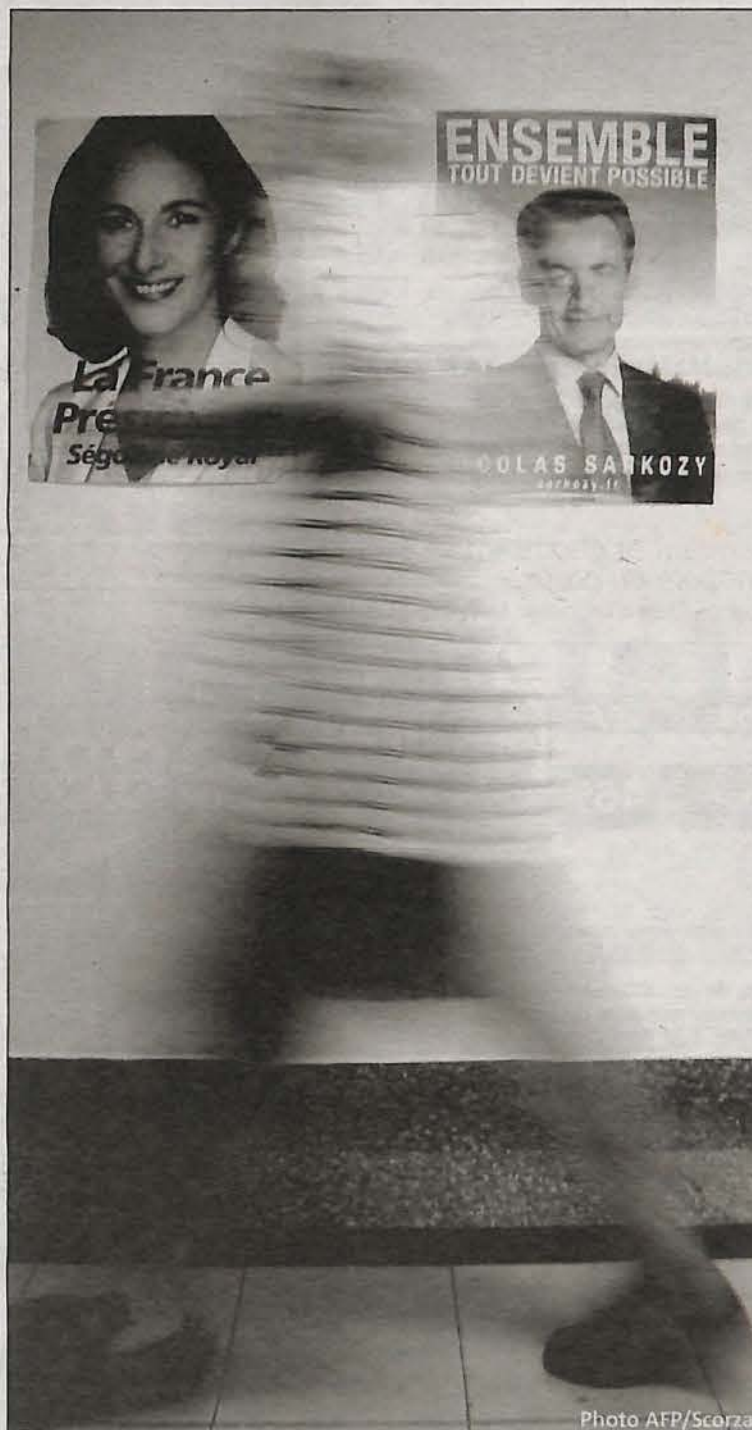


Photo AFP/Scorza

Forte mobilisation policière

Une forte mobilisation policière est prévue aujourd'hui en France en cas d'incidents, pour le second tour de la présidentielle, plus de 3 000 CRS et gendarmes mobiles étant mobilisés pour la seule région parisienne. Un peu plus de quarante compagnies de CRS et d'escadrons de gendarmes mobiles (GM) sont prévus à Paris et dans les trois départements de la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Hauts-de-Seine). Les gares seront surveillées afin notamment « de prévenir la venue de bandes » qui voudraient éventuellement en « découdre » dans la capitale pour les festivités.

« Il n'y a pas de signes avant-coureurs ni de remontée d'informations alarmistes mais nous sommes vigilants dans les banlieues et nous surveillons les mouvances radicales de l'extrême gauche », indiquait une source policière.

Dans la France entière, il y aura quelque 80 compagnies de gendarmes mobiles et de CRS, – dont la moitié en région parisienne –, auxquelles s'ajoutent « les milliers » de policiers et gendarmes en uniforme ou des civils comme ceux des Renseignements généraux ou de la police judiciaire (PJ) : « C'est un effectif de soirées de grands matches de la Coupe du Monde (de football, 1998) ou de nuits de réveillon, pas plus pas moins, à la hauteur de l'événement ». La crainte existe que les festivités donnent lieu à de « possibles débordements » dans la nuit.

Symboles et salaire du chef de l'Etat

Plusieurs attributs sont attachés à la fonction présidentielle, dont le portrait officiel qui orne les murs des quelque 36 600 mairies de France, et, moins connue, la « marque présidentielle », son emblème personnel.

Tous les présidents qui se sont succédé depuis Louis-Napoléon Bonaparte en 1848 – la photographie

n'avait que 10 ans – ont fait réaliser leur portrait officiel. Portraits pour la plupart solennels, au style académique, où le président pose debout, dans une attitude figée. Dans cette galerie de photos qui raconte l'évolution de la République, les innovations sont rares, comme ce portrait austère de Jules Grévy (1879-1887) posant en

simple redingote. Celui du Général de Gaulle (1958-1969) sera le premier en couleurs.

C'est sur le drapeau tricolore que figure traditionnellement la marque présidentielle, emblème personnel du chef de l'Etat. Elle orne aussi le pavillon de sa voiture et ses invitations officielles. Cette tradition a toutefois été abandonnée par

Jacques Chirac. François Mitterrand avait choisi pour marque un dessin stylisé de branches de chêne et d'olivier, Giscard d'Estaing avait opté pour un faisceau de licteur (garde des consuls dans la Rome antique) encadré d'une couronne de lauriers. Avant eux, De Gaulle avait conservé la Croix de Lorraine, emblème de la France libre,

son successeur Georges Pompidou se contentant de ses initiales : GP.

Moins payé que le Premier ministre

En matière de finances, la dotation budgétaire officielle de la présidence de la République est de 31,78 millions d'euros, selon le projet de loi de finances pour 2007, contre 32,47 mil-

lions d'euros en 2006. Pour ce qui est du « traitement » du président, il est de « 79 133,70 € brut », soit 6 594 € bruts mensuels. « Aucun complément indemnitaire ne s'y ajoute ». Cette rémunération est inférieure à celle du Premier ministre (20.206 € bruts mensuels), d'un ministre (13 471 €) et même d'un secrétaire d'Etat (12.795 €).

COMPRENDRE L'ACTUALITÉ

Les seconds tours de la V^e République

La cinquième République, régime en vigueur en France depuis le 5 octobre 1958 accorde un pouvoir important au président de la République, élu au suffrage universel direct. Les élections présidentielles sont donc des moments importants dans la vie démocratique du pays. Ce sont les politiques intérieure et extérieure de la France qui sont à chaque fois remises en jeu... d'où des débats passionnés et des campagnes électorales animées. Entre surprises, petites phrases et coups bas, retours sur ces seconds tours qui resteront dans l'histoire.



44,65% 1^{er} tour

55,2% 2^d tour

Charles de Gaulle (Droite)

1965



31,72% 1^{er} tour

44,8% 2^d tour

François Mitterrand (Gauche)

De Gaulle en ballottage

Pour la première fois, le président de la République française est élu au suffrage universel direct. Charles de Gaulle, charismatique, se sert cependant de son poids historique pour contrecarrer tous ses adversaires et décide de ne pas faire campagne. Du coup, et c'est une surprise, il se retrouve en ballottage face à François Mitterrand.

«Moi ou le chaos»
(Charles de Gaulle)



44,47% 1^{er} tour

58,2% 2^d tour

Georges Pompidou (Droite)

1969



23,31% 1^{er} tour

41,8% 2^d tour

Alain Poher (Centre)

Georges Pompidou, le dauphin

Après le départ du général de Gaulle le 28 avril, l'élection est préparée à la hâte. Georges Pompidou se retrouve au deuxième tour face au président du Sénat Alain Poher. La gauche, très divisée, est éliminée dès le premier tour sans avoir pu profiter des événements de Mai 68.

«Bonnet blanc et blanc bonnet.»
(Jacques Duclos, PCF, à propos du duel Pompidou-Poher)



32,60% 1^{er} tour

50,8% 2^d tour

Valéry Giscard d'Estaing (Républicain indépendant)

1974



43,25% 1^{er} tour

49,2% 2^d tour

François Mitterrand (PS)

VGE, le centriste

Encore une fois, l'élection est précipitée par la mort de Georges Pompidou. La droite ne parvient pas à se rassembler derrière Jacques Chaban-Delmas et c'est Valéry Giscard d'Estaing qui remporte l'élection face à François Mitterrand.

«Je trouve toujours bloquant et choquant de s'arroger le monopole du cœur.»
(Valéry Giscard d'Estaing à F. Mitterrand lors d'un débat télévisé)



28,3% 1^{er} tour

48,2% 2^d tour

Valéry Giscard d'Estaing (UDF)

1981



25,9% 1^{er} tour

51,8% 2^d tour

François Mitterrand (PS)

La gauche revient au pouvoir

En 1981, Valéry Giscard d'Estaing, président sortant, ne se relèvera pas de l'affaire des diamants de Bokassa, ni de la concurrence de son premier ministre, Jacques Chirac et de sa "machine RPR" créée en 1976. Valéry Giscard d'Estaing ne profitera finalement pas du report des voix de Jacques Chirac.

«Je souhaite que la providence veille sur la France. Au revoir.»
(Valéry Giscard d'Estaing, dernière allocution radio-télévisée)



34,1% 1^{er} tour

54% 2^d tour

François Mitterrand (PS)

1988



19,9% 1^{er} tour

46% 2^d tour

Jacques Chirac (RPR)

François Mitterrand fin stratège

La France sort de deux années de cohabitation. Jacques Chirac est, depuis 1986, le Premier ministre de François Mitterrand. Profitant de sa stature de président sortant, François Mitterrand annoncera sa candidature tardivement. Il sera réélu pour un second septennat avec 54,02% des voix.

«Mais vous avez tout à fait raison Monsieur le Premier ministre.»
(échange entre J. Chirac et F. Mitterrand lors d'un débat télévisé)



20,84% 1^{er} tour

52,6% 2^d tour

Jacques Chirac (RPR)

1995



23,3% 1^{er} tour

47,4% 2^d tour

Lionel Jospin (PS)

Jacques Chirac et la fracture sociale

La campagne de 1995 sera marquée par la candidature de Jacques Chirac, mais aussi par celle d'Edouard Balladur, Premier ministre sortant de François Mitterrand. Jacques Chirac se retrouve au second tour face à Lionel Jospin : une surprise puisque les sondages donnaient Balladur devant Chirac. Jacques Chirac l'emportera sur son rival grâce à un thème récurrent de la campagne de 1995 : "la fracture sociale".

«Je vous demande de vous arrêter.»
(Edouard Balladur)



19,88% 1^{er} tour

82,2% 2^d tour

Jacques Chirac (UMP)

2002



16,86% 1^{er} tour

17,8% 2^d tour

Jean-Marie Le Pen (FN)

Jacques Chirac et le choc du 21-avril

Pour la première fois depuis 1969, la gauche n'accède pas au second tour, devancée par le leader d'extrême-droite Jean-Marie Le Pen. L'essentiel de la campagne avait eu pour thème l'insécurité. Entre les deux tours, Jacques Chirac refuse de débattre avec le président du Front national. Arrivé en tête au premier tour avec 19,88% des voix, Jacques Chirac l'emportera très largement avec... 82,21% des suffrages !

«J'assume pleinement la responsabilité de cet échec et j'en tire les conséquences en me retirant de la vie politique.»
(Lionel Jospin, le soir du 1^{er} tour)



31,18% 1^{er} tour

?% 2^d tour

Nicolas Sarkozy (UMP)

2007



25,87% 1^{er} tour

?% 2^d tour

Ségolène Royal (PS)

Le retour au duel gauche - droite

2002 n'aura pas été vain : les Français se sont mobilisés en masse pour ce premier tour. François Bayrou, le 3^e homme, ne parvient pas à accéder au second tour, les extrêmes s'effondrent et la France va connaître un duel gauche-droite traditionnel. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal s'affronteront le 2 mai dans un débat télévisé des plus attendu, 4 jours avant le 2^e tour du scrutin, le 6 mai.

«Enfin, le 21 avril 2002 est effacé.»
(Jean-Marc Ayrault)



Il faudra imaginer, ce matin, les dizaines de milliers de mains qu'ils ont serrées au point que parfois leurs mains en étaient meurtries...

(Photo Eric Feferberg/AFP)



... et puis les bises, les milliers de bises. Les interviews; les centaines d'interviews. Les discours; les centaines de discours...

(Photo Philippe Wojaze/Reuters)

La dernière nuit du (de la) candidat (e)

Il faudra les imaginer tendus et fourbus, au terme de cette épreuve, chacun avec des dizaines de milliers de kilomètres dans les pattes; les départements, les villes, les cantons, la France qu'ils ont sillonnée de toutes parts; et puis les usines, encore les usines, les supermarchés tôt le matin, les marchés où on les aimait, et ceux où on les regardait de travers, les hôpitaux, les mairies, et encore les supermarchés, et encore les usines, et, ne pas oublier les maisons de retraite, tant de maisons de retraite; en à devenir *knock-out*. Il faudra imaginer, ce matin,

les dizaines de milliers de mains qu'ils ont serrées au point que parfois leurs mains en étaient meurtries.

Et puis les bises, les milliers de bises. Les interviews; les centaines d'interviews. Les discours; les centaines de discours. Car il faut aussi les voir, ces bêtes politiques, comme des rock stars – car c'est la particularité de cette élection. Comme des rock stars ballottées de jet en jet, mises parfois dans un TGV, transportées d'un lieu à un autre, transbahutées d'une loge à l'autre, éblouies par les spots; et au fond de leur limousine, si

seules. Seules et aimées, adulées, caressées, alpaguées, harcelées d'amour jusqu'à la nausée. Et leurs blessures aussi, les crachats des journaux, les insinuations, les affaires d'ISF, les enquêtes sur leurs appartements respectifs, les justifications, toujours les justifications, les colères rentrées et les rumeurs dégueulasses sur leur vie privée, l'affreux ronron des méchantes rumeurs sur l'Internet.

Ils ont fait la course en tête, l'un et l'autre.

Elle d'abord, qui dès novembre était élue, plébiscitée contre les éléphants, consa-

crée par les élites et les sondeurs.

Lui dont on disait – et on continue à le dire – qu'il suscitait le « tout sauf Sarkozy »...

Bref ils sont là. Ils ont laissé les autres sur le bord de la route, au soir du 22 avril.

Le Pen éructant, sentant sa fin prochaine; et Bayrou, l'aimable Bayrou, courant après eux, s'inventant un débat du troisième type, ne voulant décidément pas quitter la course, pas sortir de l'histoire. Ils arrivent aujourd'hui sur les Champs-Élysées.

A 20 heures précises, on tourne la page.

CORSE

Les nationalistes candidats aux législatives

Les principales formations nationalistes corse présenteront des candidats aux législatives dans les quatre circonscriptions de l'île. Jean-Marie Poli sera candidat dans la 1^{re} circonscription de la Corse-du-Sud. Dans la 2^e ce sera Jean-Christophe Angelini. Pour la 1^{re} circonscription de Haute-Corse ce pourrait être Gilles Simeoni, fils d'Edmond Simeoni.

Lire notre édition corse

RAYMOND BARRE

Dégradation de l'état de santé de l'ancien Premier ministre



(Henning Kaiser/AFP)

L'état de santé de l'ancien Premier ministre centriste Raymond Barre, hospitalisé depuis le 11 avril à Paris, s'est dégradé ces dernières heures, selon son entourage.

Il a été plongé dans un coma artificiel.

L'ex-maire de Lyon victime le 11 avril d'un malaise cardiaque à Monaco, non loin de sa maison de Saint-Jean Cap Ferrat aurait été plongé dans un coma artificiel.

Raymond Barre, qui a eu 83 ans le 12 avril, souffre depuis plusieurs années de problèmes rénaux et cardiaques.

COMMENT ÇA MARCHE L'Elysée

Anciennement hôtel d'Evreux puis résidence de la marquise de Pompadour, il est depuis 1848 le siège officiel de la présidence de la République. Voici comment fonctionne le palais de l'Elysée, à la fois habitation, bureau et quartier général militaire.

Le bureau du Secrétaire général

C'est lui qui dirige les services de l'Élysée. Après le président, c'est le personnage le plus important du palais.

Le bureau du Président

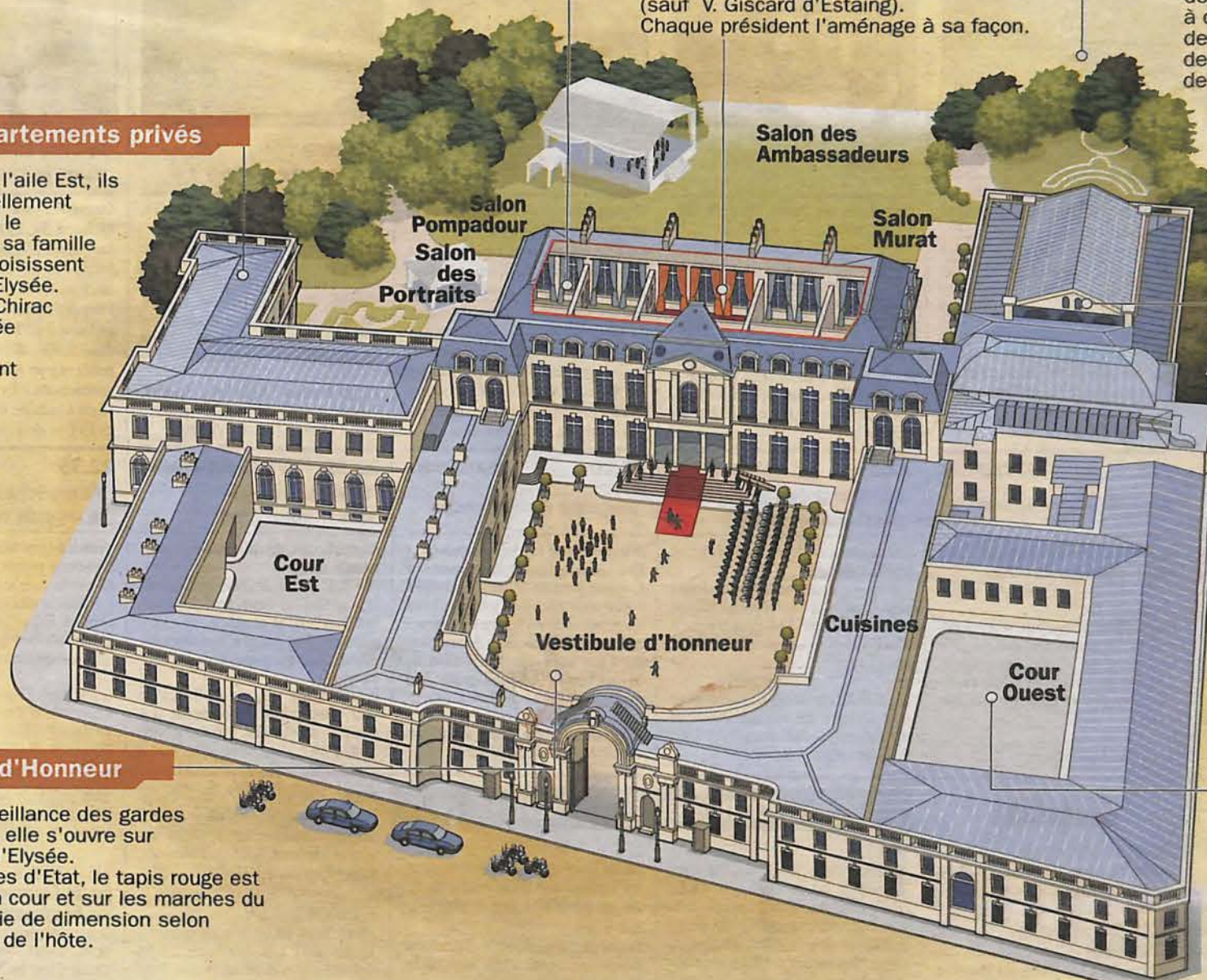
Il fut occupé par les différents Chefs d'État de la Ve République (sauf V. Giscard d'Estaing). Chaque président l'aménage à sa façon.

Le parc

C'est dans les jardins du Palais que se tient la fameuse « Garden party » du 14 juillet. Autour de la pelouse, des stands offrent à cette occasion des spécialités de chaque région de France.

Les appartements privés

Situés dans l'aile Est, ils sont habituellement occupés par le président et sa famille lorsqu'ils choisissent de vivre à l'Elysée. Bernadette Chirac s'est occupée de l'actuel aménagement des lieux.



La salle des Fêtes

C'est ici qu'ont lieu les conférences de presse présidentielles, les cérémonies de remise de décorations et les grands dîners en l'honneur des chefs d'État ou de gouvernement étrangers.

La cour d'Honneur

Sous la surveillance des gardes républicains, elle s'ouvre sur le palais de l'Elysée. Lors de visites d'État, le tapis rouge est étalé dans la cour et sur les marches du perron. Il varie de dimension selon l'importance de l'hôte.

Le PC Jupiter

Cette appellation désigne le centre souterrain de commandement nucléaire de l'Elysée. Dans 1997, il a été modernisé et installé sous la cour Ouest.

Les pouvoirs du Président

Elu au suffrage universel depuis 1962, le président français, lorsqu'il a la majorité politique à l'Assemblée nationale, est le vrai chef de l'exécutif. En cas de crise grave, il peut même obtenir que lui soient confiés les pleins pouvoirs.



Face au Premier ministre

Il le nomme parmi ses partisans et peut en changer à sa guise.



Face au gouvernement

Dans les faits, le Président choisit les ministres avec le Premier ministre. Il contrôle étroitement leur action, surtout dans les ministères importants (économie, intérieur...). Il préside le Conseil des ministres.



Communication

Interventions officielles, nomination de trois des neuf membres du Conseil supérieur de l'audio-visuel dont son président.



Parlement, lois et Constitution

Il peut dissoudre l'Assemblée nationale et donc déclencher de nouvelles élections. Il signe toutes les lois et les décrets. Il nomme trois membres sur neuf (dont le président) du Conseil constitutionnel.



Face au Parlement

Le président peut y faire passer sans trop de problèmes tous les projets et propositions de loi auxquels il tient. S'il est de droite, il a aussi la majorité au Sénat, ce qui accélère les votes. S'il est de gauche, il n'a pas la majorité au Sénat et les lois passent plus lentement.



Affaires étrangères

C'est lui qui signe les traités, dirige la délégation française aux sommets européens et nomme avec le Premier ministre le commissaire français à Bruxelles. Il est aussi le chef des armées.



Justice

Il préside le CSM qui nomme les juges. Il a le droit de grâce. Il n'est pas responsable pénalement pendant son mandat mais peut être destitué par le Parlement.

